



Déclaration liminaire de la section CGT Finances publiques des Services Centraux

Madame la Présidente,

La CGT remercie votre équipe pour l'envoi de la documentation et son implication.

Nos camarades du bureau national ont boycotté le dernier CSA de réseau, nous avons décidé de siéger aujourd'hui du fait de la présence à l'ordre du jour d'un point portant sur la situation à la DTNUM et ce par respect pour les collègues en lutte depuis plusieurs mois.

La situation internationale reste très tendue, notamment au Moyen Orient. La CGT par son internationalisme rappelle qu'elle œuvre pour une paix mondiale juste et durable. C'est ainsi que notre organisation appelait, partout en France, à des marches pour la paix le 21 septembre dernier.

En France, le chaos s'est installé à la tête de l'Etat suite à la tenue des élections législatives issues de la dissolution voulue par le président de la République. Le point positif est qu'un front républicain a pu se constituer à l'initiative notamment du Nouveau Front Populaire pour éviter l'accession au pouvoir de l'extrême droite. Cependant, malgré un résultat mettant en tête de cette consultation les forces de gauche, le président a finalement nommé en dehors de tout respect de la démocratie un premier ministre issu d'un parti de droite minoritaire à l'assemblée nationale afin de constituer une alliance hétéroclite faite de personnalités issue de son ancienne majorité et de l'aile la plus dure de la droite « républicaine ».

Il semble, après les premières déclarations des un-e-s et des autres, que la politique néolibérale de l'ancienne majorité saupoudrée des idées nauséuses de l'extrême droite seront les lignes de conduite du nouveau gouvernement. La CGT, de par son histoire notamment lors de la seconde guerre mondiale au sein de la résistance, sera toujours l'adversaire des idées véhiculées par l'extrême droite et d'autant plus si celles-ci sont reprises par le nouveau gouvernement droitier du président de la République.

Il est évident que la ligne budgétaire suivie par le nouvel exécutif suivra la route empruntée par le gouvernement Attal. Une route faite de coupes sombres dans le budget de l'Etat sur l'ensemble des programmes budgétaires. Nous serons vigilants pour la fin de l'année 2024 car on entend ici et là qu'un nouveau coup de rabot de 16 milliards d'euros pourrait intervenir après les 10 milliards du début d'année... pour 2025 il semble que l'on s'oriente vers 40 milliards d'économies supplémentaires. Pour faire passer la pilule, le Premier Ministre a évoqué 20 milliards de hausses d'impôts lesquelles seraient principalement axées sur les plus riches, entreprises et particuliers.

Nous retrouvons les bonnes vieilles recettes ultralibérales visant à vider les caisses de l'Etat et accroître les déficits publics en vue d'imposer par la suite des réformes structurelles. De ce fait, nous pouvons

légitimement nous inquiéter pour l'avenir des services publics et de la fonction publique dans son ensemble. Surtout quand le premier ministre évoque des suppressions de postes, la refonte des administrations centrales ainsi que la fusion de grandes directions sans pour autant préciser lesquelles. Face à cette casse organisée qui se précise, la CGT sera bien évidemment en première ligne pour défendre encore et toujours les acquis issus du conseil national de la résistance lequel avait jeté les bases du statut de la fonction publique définitivement acté par la loi LEPORS de 1983 portant sur les droits et obligations des fonctionnaires. Cette vigilance nous l'avons de manière plus approfondie lorsqu'il s'agit du fonctionnement de notre direction, la DGFIP.

Aujourd'hui nous sommes réunis pour des sujets structurels et des sujets relatifs à l'humain. Le 9 septembre dernier la CGT a refusé, en étant suivie par Solidaires et FO, de venir distribuer quelques tracts entre deux portes du centre Pierre Mendès France à l'issue de la réunion d'accueil des nouveaux arrivants. Nous avons été prévenus le jeudi pour le lundi de la tenue de cette réunion par un message laconique. En 2023 nous avons été informés 2 mois avant la tenue de cette réunion à laquelle nous avons pu assister... et il y a quelques années un moment d'expression était encore de mise pour les organisations syndicales en fin de réunion.

Cette situation démontre le niveau du dialogue social organisé par le service des ressources humaines aujourd'hui...

Les sections du réseau de la DGFIP nous informent régulièrement de situations managériales dégradées. Les fiches de signalement se multiplient, autant de témoignages sur des pratiques relevant de ce que l'on appelle en terme « politiquement correct » du micro-management mais que l'on pourrait plutôt nommer du management toxique.

La DGFIP serait-elle en train de se « France-Telecomiser » ? C'est ce que l'on pourrait penser au regard des situations que l'on rencontre également dans les services centraux. Depuis plusieurs mois nous sommes régulièrement sollicités par des agents nous exprimant leur mal-être face à du management de plus en plus agressif, visant à pressuriser les un-e-s ou dégouter les autres. Les burn-out dans le silence et l'indifférence existent...

Il suffit d'observer ce qui se passe à la DTNUM comme les organisations syndicales l'ont dénoncé en rédigeant une fiche de signalement commune ainsi que lors du CSA SCR du 11 juillet dernier. Nous nous associons aux propos de la liminaire de nos camarades de Solidaires décrivant la situation.

La réalité c'est que nous sommes face à une situation toxique systémique au sein de la DTNUM. Les règles régissant au sein de la DGFIP la gestion des ressources humaines ne sont pas appliquées. On apprend qu'un cabinet privé gère les ressources humaines. Il est inadmissible qu'une entité de la DGFIP ne soit pas gérée selon les règles de la DGFIP !!! Si la DTNUM n'est pas un service de la DGFIP que cela soit clairement précisé et que par conséquent on puisse permettre aux équipes de rejoindre le SSI pour retrouver une situation normale de gestion.

Enfin, nous avons appris avec un grand étonnement la signature du bail concernant le bâtiment le Xylo à Val de Fontenay. Il semblerait que les diminutions drastiques de crédits budgétaires se sont effacées comme par enchantement... est-ce un hasard si ce sont des personnels de la DTNUM qui à terme intégreront ce bâtiment ?

A la vue des méthodes employées au sein de la DTNUM, notre vigilance est accrue quant à la tenue des projets informatiques de la DGFIP et surtout vis-à-vis des conditions de travail des agents participants à ces projets. Ce sera le cas pour la cellule de coordination et d'appui aux travaux informatiques du service de gestion fiscale.

Au cours de ce CSA nous aurons un RETEX de la mise en œuvre du FLEX-OFFICE au sein de la DIE.

Même si celui-ci peut paraître édulcoré au sein de la DIE, la CGT rappelle son hostilité à la mise en œuvre du Flex-Office, notamment au regard du nouveau centre administratif de Nantes. Dans ce bâtiment le Flex-Office a été imposé avec un taux de 0,7 (en réalité 0,68) ... Qu'advient-il des agents si à l'instar de grandes entreprises le nouveau gouvernement revenait sur le télétravail et sur les 35 heures ??

Sur la question de la réorganisation de la MRDCIC suite à la fin du régime de la RPP, nous serions particulièrement intéressés pour un prochain CSA sur un RETEX de la mise en œuvre de la RGP et ses conséquences pour la DGFIP. Pour la question du regroupement géographique, nous serons vigilants sur les mesures annoncées pour limiter l'impact pour les agents concernés.

La CGT interviendra si nécessaire sur les autres points à l'ordre du jour.

Les représentants en CSA de la CGT Finances publiques